

(Enregistré sur les Records le 1er Décembre 1906.)

AT THE COURT AT WINDSOR CASTLE,

The 16th day of November, 1906.

PRESENT,

THE KINGS MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

LORD CHAMBERLAIN

EARL BEAUCHAMP

SIR DIGHTON PROBYN.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 9th day of November, 1906, in the words following, viz.:—

Loi relative à
l'application
dans le
Bailliage de
certains Actes
du Parlement
relatifs aux
Postes et
Télégraphes.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 24th day of January, 1901, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth—

“1. That the application of ‘the Telegraph Act, 1863,’ ‘the Telegraph Act, 1868,’ and ‘the Telegraph Act, 1869,’ has been extended to the Bailiwick by ‘the Telegraph Act, 1870’: that the Post Office (Offences) Act, 1837,’ ‘the Post Office (Protection) Act, 1884,’ and ‘the Telegraph Act, 1885,’ as

1906.

amended by 'the Post and Telegraph Act, 1897,' also apply to the Bailiwick: But that some of the machinery prescribed by the said Acts for putting the same in force has been found to be unworkable in the Bailiwick;

"2. That the protection afforded to Your Majesty's Posts and Telegraphs by 'the Telegraph Act Amendment Act, 1866,' 'the Telegraph Act, 1878,' and 'the Telegraph Act, 1892,' does not at present apply to the Bailiwick;

"3. That Representations have been made to the local authorities by Your Majesty's Postmaster General that it would be expedient to take measures for making the Acts of Parliament mentioned in the first paragraph workable in the Bailiwick, and for making those mentioned in the second paragraph applicable thereto;

"4. That at the Court of Chief Pleas held on the 11th November 1905 the Royal Court on the motion of the Crown Officers adopted the 'Projet de Loi' set forth in the Schedule to the Petition, and requested the Bailiff to lay the same before the States of the Island, with a view that, if approved by that Body, it might be submitted to Your Majesty for Your gracious consideration;

"5. That the said 'Projet de Loi' was accordingly laid before the States, who by a Resolution dated the 20th December, 1905, adopted the same with some slight modifications. The said 'Projet de Loi,' as modified, is in the words and figures set forth in the Schedule to the Petition;

"And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to give Your Royal sanction to the said Bill or Projet intituled 'Loi relative à l'application dans le Bailliage de l'Ile de

‘Guernesey de certains Actes du Parlement relatifs
‘aux Postes et Télégraphes’ as the same is set forth
in the Schedule to the Petition, and to order and
direct that as from the registration of Your Majesty’s
Order thereon the same might have the force of
Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in
obedience to Your Majesty’s said Order of
Reference, have this day taken the said Petition
into consideration, and do agree humbly to
report, as their opinion, to Your Majesty, that
it may be advisable for Your Majesty to approve
of and ratify the said Projet de Loi, and to
declare that the same shall have the force of
Law within the Bailiwick of the Island of
Guernsey.”

HIS MAJESTY, having taken the said Report
into consideration, is pleased, by and with the advice
of His Privy Council, to approve of and ratify the
said Projet de Loi, and to order, as it is hereby
ordered, that the same shall have the force of Law
within the Bailiwick of the Island of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that
this Order and the said Projet de Loi (a copy whereof
is hereunto annexed) be entered upon the Register of
the Island of Guernsey and observed accordingly.
And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief
of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats,
and all other His Majesty’s Officers, for the time
being, in the said Island, and all other persons whom
it may concern, are to take notice and govern them-
selves accordingly.

A. W. FITZROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing
Order in Council.

1906.

LOI RELATIVE À L'APPLICATION DANS LE BAILLIAGE DE L'ILE DE GUERNESEY DE CERTAINS ACTES DU PARLEMENT RELATIFS AUX POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

Preamble.

Attendu qu'il convient pour la protection des Postes et Télégraphes de Sa Majesté que certaines dispositions des Actes du Parlement Postaux et Télégraphiques dits "The Telegraph Act Amendment Act, 1866," "The Telegraph Act, 1878," et "The Telegraph Act, 1892," s'appliquent au Bailliage de l'Ile de Guernesey :

Attendu que l'application des Actes du Parlement dits "The Telegraph Act, 1863," "The Telegraph Act, 1868," "The Telegraph Act, 1869" a été étendue à ce Bailliage par l'Acte du Parlement dit "The Telegraph Act, 1870," et que l'Acte dit "The Post Office (Offences) Act, 1837," l'Acte dit "The Post Office (Protection) Act, 1884," et l'Acte dit "The Telegraph Act, 1885" amendé par "The Post and Telegraph Act, 1897," s'appliquent à ce Bailliage, mais que les procédures prescrites pour y mettre en force les dispositions des dits Actes sont en partie inapplicables :

Attendu qu'il convient de prendre les mesures nécessaires pour rendre applicables au dit Bailliage les Actes du Parlement ci-dessus mentionnés :

Extension de
certains Actes
de Parlement
au Bailliage.

I.—Les Actes du Parlement dits "The Telegraph Act Amendment Act, 1866," "The Telegraph Act, 1878," et "The Telegraph Act, 1892," seront dorénavant en force dans le Bailliage de l'Ile de Guernesey sujets toutefois aux dispositions de la présente Loi.

Application
des Lois Télé-
graphiques.
Interprétation

II.—Dans l'application des Lois Télégraphiques et des Actes dits "The Post Office (Offences) Act, 1837," et "The Post Office (Protection) Act," 1884," au Bailliage de l'Ile de Guernesey, les clauses suivantes auront leur effet :—

- (1) La section quatre et celles de quarante neuf à cinquante trois du "Telegraph Act, 1863," ne seront point appliquées. 1906.
"Télégraph Act, 1863," Sections 4 et 49 à 53 ne seront pas en force.
- (2) L'expression "Acte du Parlement" comprendra une Loi (sanctionnée par Sa Majesté en Conseil) des États de l'Ile de Guernesey. L'expression "Acte du Parlement."
- (3) La section deux du "Telegraph Act, 1892," sera appliquée comme si la Cour Royale de Guernesey et la Cour de l'Ile d'Auregny, selon le cas remplaçaient la commission des chemins de fer et canaux, et comme si les États de Délibération de l'Ile de Guernesey remplaçaient le Parlement, et comme si un comité des dits États remplaçait la commission d'enquête dite "Select Committee." "Telegraph Act, 1892," Section 2.
- (4) Quand une question demandera d'après les Lois Télégraphiques à être décidée de la manière prévue par les Lois pour les clauses agraires ("Land Clauses Act,") ou par l'une quelconque de ces lois, elle sera décidée dans l'Ile de Guernesey par la Cour Royale siégeant en Cour Ordinaire, et, dans l'Ile d'Auregny, par la Cour composée du Juge ou de son Député et d'au moins deux Jurés et les décisions de ces Cours respectivement seront sans appel. Procédure prévue par "Land Clauses Act."
- (5) Toutes amendes recouvrées en vertu de cette loi seront payées moitié à Sa Majesté et moitié au délateur. Application des Amendes.
- (6) (a) Le Lieutenant-Gouverneur remplacera le "Board of Trade" dans les sections trente-six, trente-sept, trente-huit, trente-neuf, quarante et quarante-huit du "Telegraph Act, 1863," mais, sauf le dispositif ci-dessus, la Cour Ordinaire ou de première instance composée dans l'Ile de Guernesey du Baillif "Telegraph Act, 1863," Lieutenant-Gouverneur ou Cour remplacera le "Board of Trade."

1906.

ou de son Lieutenant, et d'au moins deux Jurés de la Cour Royale, et dans l'Ile d'Auregny, du Juge ou de son Député, et d'au moins deux Jurés de la Cour, dont la décision sera sans appel, remplacera le "Board of Trade."

"Telegraph Act, 1863,"
Section 30.

(b) Les dites Cours de première instance tiendront lieu de "deux Justices" "la police ou magistrature salariée" et "une Cour de juridiction sommaire," ainsi que d'une "Justice de paix" dans la section trente du "Telegraph Act, 1863."

"Telegraph Act, 1878,"
"Railway Commissioners."

(c) La Cour Royale de Guernesey composée du Baillif ou de Son Lieutenant, et d'au moins sept Jurés dont la décision sera finale, remplacera la commission des Chemins de fer ("Railway Commissioners") dans le "Telegraph Act, 1878."

Poursuite et Amendes.

- (7) Tout délit commis et toute amende encourue en vertu de cette Loi, dans le ressort de l'Ile de Guernesey seront l'un jugé et l'autre versée devant la Cour de première instance de la dite Ile, à la poursuite ou instance des Officiers du Roi ou d'un Connétable de paroisse, mais si le délit a été commis, et l'amende encourue dans le ressort de l'Ile d'Auregny la poursuite se fera sommairement dans la dite Ile dans les cas de sa compétence, à la requête ou instance des Officiers du Roi ou d'un Connétable de la paroisse, et dans tous les autres cas devant la Cour Ordinaire ou de première instance de l'Ile de Guernesey et les décisions de ces Cours seront finales.

Protection pour le Directeur-Général des Postes par rapport à travaux électriques.

III.—(1) Si des entrepreneurs se proposent d'ériger ou de poser une ligne électrique quelconque ou de faire n'importe quel autre travail, dans le but de fournir de

1906.

l'électricité dans les Iles du Bailliage ou dans laquelle l'une d'entre elles, les dits entrepreneurs construiront leurs lignes électriques ou autres travaux de toute espèce et exploiteront leur entreprise, sous tous les rapports, en respectant dûment les lignes télégraphiques servant de temps en temps, ou destinées à servir au Directeur-Général des Postes, ainsi que les courants de ces lignes télégraphiques en usant de tous les moyens raisonnables dans la construction de leurs lignes électriques, et autres travaux de toute sorte, et dans le manœuvrement de leur entreprise pour prévenir toute influence nuisible, soit par induction ou autrement sur les dites lignes télégraphiques ou sur leurs courants. S'il s'élève quelque discussion au sujet de savoir si les entrepreneurs ont construit leurs lignes électriques ou autres travaux ou s'ils ont fait fonctionner leur entreprise en contravention à cette sub-division, la question sera décidée par l'autorité ci-après désignée pour l'arrangement des différends ; et les entrepreneurs seront tenus de faire à leur système toute réparation ou addition que la dite autorité pourra indiquer.

(2) Si une ligne télégraphique du Directeur-Général des Postes souffre quelque préjudice du fait de la construction, par des entrepreneurs quelconques de leurs lignes électriques ou autres travaux ou par le fonctionnement de leur entreprise les dits entrepreneurs devront payer les frais de toutes les réparations ou changements dans les lignes télégraphiques du Directeur-Général des Postes qui pourront être nécessaires pour remédier au préjudice souffert.

Préjudice
causé par
entrepreneurs
aux lignes
télégraphiques
du
Gouvernement.

(3)—(a) Un mois avant de commencer l'exécution de travaux quelconques soit dans une rue, ou route, soit au-dessus ou en dessous (s'il ne s'agit de réparations de renouvellement ou d'amélioration de travaux existants dont le caractère et la position ne soient pas changés), les entrepreneurs fourniront au

Avis d'un
mois sera
fourni avant
commencement
de travaux.

1906.

Directeur-Général des Postes un avis écrit décrivant les travaux projetés, ainsi que le système et le mode de fourniture en même temps qu'un plan de ces travaux montrant la position et la manière dont on se propose de les exécuter.

Approbation
ou refus du
Directeur-
Général.

(b) Le Directeur-Général des Postes pourra à sa discrétion approuver tous travaux ou plans de cette sorte, lesquels, en ce qui regarde la pose, le placement, et l'usage des dits travaux, seront susceptibles des amendements, exigences et conditions qui pourront être jugés propres à garantir chacune de ses lignes télégraphiques de tout préjudice, soit par induction ou autrement, et de toute entrave ou perturbation ; ou bien il pourra refuser son approbation à ces travaux ou plans, et il devra donner avis de cette approbation ou refus d'approbation aux entrepreneurs dans l'intervalle d'un mois après que l'avis de ces derniers lui aura été remis, ou à défaut de ce faire, il sera censé avoir approuvé les dits travaux et plans.

Appel par des
entrepreneurs.

(c) Si le Directeur-Général des Postes a approuvé des travaux et plans sujets à des amendements, exigences et conditions dont les entrepreneurs ne soient pas satisfaits, ou s'il a rejeté ces travaux ou plans, les entrepreneurs pourront en appeler à l'autorité ci-après mentionnée, pour arranger les différends et cette autorité pourra faire une enquête de la chose, et permettre ou ne pas permettre le dit appel, et aussi approuver les dits travaux et plans, sujets aux amendements, exigences ou conditions qui pourront être jugés propres aux fins ci-dessus ; ou bien elle pourra les désapprouver, et alors les entrepreneurs ne pourront exécuter aucun de ces travaux et plans, avant qu'ils aient reçu ou soient censés avoir reçu l'approbation comme il est dit plus haut.

Contravention
de la part des
entrepreneurs.

(4) Dans le cas d'une contravention ou d'un refus volontaire de se soumettre à cette section, les entre-

preneurs seront passibles d'une amende qui n'excèdera pas dix livres sterling pour chaque jour que continuera la contravention ou le refus de se soumettre, ou, si la communication télégraphique est volontairement interrompue, d'une amende n'excédant pas cinquante livres sterling pour chaque jour que continuera la dite interruption, bien entendu que les entrepreneurs ne seront pas sujets à une amende, en vertu de cette section, s'ils convainquent la Cour que l'acte ou l'exécution du travail était nécessaire pour prévenir un accident, ou bien que c'était un travail de nécessité pressante, et qu'ils ont immédiatement donné au Directeur ou sous-Directeur du bureau de télégraphie postale le plus rapproché du lieu où l'acte ou le travail a été accompli, un avis de son exécution exposant la raison pour laquelle il a été fait ou exécuté sans avis préalable.

(5) Dans cette section, l'expression "ligne électrique" signifie le fil ou les fils, le conducteur ou autre moyen employé pour le transport, la transmission ou la distribution de l'électricité, avec tout revêtement, enduit, couverture, tube, enveloppe isolatrice, les entourant ou les soutenant ou une quelconque de leurs parties, ou tout appareil s'y rattachant, dans le but de transporter, transmettre ou distribuer l'électricité ou les courants électriques, et, aux fins de cette section une ligne télégraphique du Directeur-Général des Postes sera censée nuisiblement affectée par un acte ou travail, si la communication télégraphique au moyen de la dite ligne se trouve, par induction ou autrement, affectée d'une manière quelconque par cet acte ou ce travail ou par l'emploi du dit travail.

Interprétation
l'expression
"ligne
électrique."
"Nuisible-
ment
affectée."

(6) Rien de contenu dans cette section ne pourra être invoqué pour priver le Directeur-Général des Postes d'aucun droit de poursuite contre les entre-

Droits de
poursuite du
Directeur-
Général
réservés.

1906. preneurs par accusation, action en justice ou autrement par rapport aux sujets ci-dessus.
- Arrangement des différends. (7) L'autorité pour l'arrangement des différends en vertu de cette section sera la Cour Royale de l'Île de Guernesey, siégeant en corps, ou la Cour de l'Île d'Auregny, siégeant en corps, selon le cas, dans le ressort desquelles le différend se sera élevé, et la décision de telle Cour sera finale.
- Référence par la Cour à un arbitre. (8) La Cour Royale de l'Île de Guernesey et la Cour de l'Île d'Auregny auront respectivement pouvoir dans tout cas s'élevant en vertu de cette section, de référer le différend à la décision d'un arbitre, qui sera nommé par la Cour, avec pouvoirs par rapport à l'exécution de sa sentence ou décision, au paiement des frais, ou autrement.
- L'expression "Lois Télégraphiques." IV.—Dans cette Loi l'expression "Lois Télégraphiques" signifie les "Telegraph Acts, 1863 to 1897" ainsi que tout Acte du Parlement ou parties des Actes du Parlement incorporés à ces lois, ou s'y trouvant visés ou n'importe lequel d'entre eux.
- Droits et privilèges des États réservés. Et ne dérogera en rien cette loi aux droits et privilèges des États de cette île, ni de la Cour Royale.
-